

Incendie Bolloré Logistics – Courrier au Ministre de l’Intérieur :
“Nous avons besoin de plus de moyens ”

A l’instar de Lubrizol, l’incendie survenu le 16 janvier sur le site de Bolloré Logistics nous rappelle que notre territoire est particulièrement exposé au risque industriel. Face à ce constat et devant l’inquiétude légitime des habitants, la Métropole Rouen Normandie demande plus de moyens logistiques et humains pour les services de secours et d’inspection. En effet, depuis 2019 et malgré les efforts réalisés à différents niveaux, seuls deux postes ont été créés dans l’inspection. Par ailleurs les sapeurs-pompiers manquent de matériel, en particulier de bras élévateurs. Face aux enjeux auxquels est confronté notre territoire, la Métropole Rouen Normandie renouvèle son souhait à l’Etat de disposer de moyens adéquats.

Courrier de Nicolas Mayer-Rossignol, Maire de Rouen, Président de la Métropole Rouen Normandie, Julie Lesage, Maire de Grand-Couronne, Charlotte Goujon, Maire de Petit-Quevilly, Vice-Présidente de la Métropole Rouen Normandie en charge de la transition écologique, de la santé et de la sécurité sanitaire et industrielle, au Ministre de l’Intérieur, Gérald Darmanin :

« Monsieur le Ministre,

Nous voulons revenir vers vous à la suite de la très forte émotion ressentie sur le territoire de la Métropole Rouen Normandie, singulièrement par les élus et habitants de Grand-Couronne et les communes voisines, au lendemain de l’incendie intervenu sur le site de Bolloré Logistics.

Il y a tout lieu de se féliciter de la mobilisation efficace et du professionnalisme des sapeurs-pompiers, des services de l’Etat, des agents communaux comme celle instantanée et permanente sur le site et auprès de sa population de Madame la Maire de la ville. Ce nouvel incendie, qui n’a fait aucune victime, inquiète et interpelle à nouveau, un peu plus de trois ans après celui du centre de stockage de Lubrizol et Normandie-Logistique : il confirme en effet que le Département de Seine-Maritime est bien le plus exposé de France en matière de sécurité industrielle, situation que confortera la réalisation prochaine de deux réacteurs EPR2 à Penly : en toute logique, ce Département devrait en conséquence disposer de plus de moyens humains et matériels en la matière.

Or, si l'État, via le Ministère de la transition écologique, a annoncé en 2020 des créations de postes en matière d'Inspection, la Seine-Maritime n'a bénéficié que de deux postes supplémentaires, ne permettant pas d'atteindre l'objectif de + 50% des visites que vous vous étiez fixé à cette occasion. Il faut – nous le répétons à nouveau- plus de contrôles. S'agissant des moyens matériels de secours cette fois-ci, nous avons noté lors de notre visite sur place des besoins en matière de bras élévateurs articulés pour les pompiers en particulier insuffisants en la circonstance. C'est un point parmi d'autres, qui n'est sans doute pas le seul. De même, la défense extérieure contre l'incendie sur le domaine portuaire, qui a fait l'objet récemment d'un développement important, mérite encore d'être améliorée. Une réflexion doit aussi avoir lieu sur les modalités de fermeture des voiries à la circulation, en proximité de la zone sinistrée, afin qu'elle puisse être mise en œuvre plus rapidement.

De manière générale, si nous ne contestons pas les efforts réalisés à différents niveaux depuis 3 ans, qui ont sans aucun doute contribué à faciliter le traitement d'une opération à nouveau complexe et difficile, les riverains restent naturellement inquiets face au risque industriel et la capacité des pouvoirs publics à y faire face. Ils ont également – et les élus avec eux- une exigence forte en matière de transparence. Nous la partageons.

C'est en effet la transparence qui crée la confiance. Si les éléments de mesure transmis par l'Etat, dès que cela a été possible, ont permis de rassurer, les analyses doivent maintenant être poursuivies, tant sur la mesure de la qualité de l'air que sur celle des sols et de la Seine, ainsi bien sûr que sur la surveillance de l'impact sanitaire de l'évènement, comme le Préfet l'a d'ailleurs souligné.

La transparence doit être totale et immédiate, l'information diffusée clairement et rapidement. Sur ce dernier point, la Métropole, en lien avec la Mairie, a fait sa part en envoyant un SMS dès 18 h 12 aux près de 20 000 personnes abonnées au système d'alerte des risques industriels et naturels. Mais nous pouvons encore progresser, sans jamais nous substituer aux services de l'Etat.

Enfin, l'enquête le confirmera peut-être, une réflexion doit être engagée sur les technologies de fabrication des batteries au lithium, l'auto-combustion des batteries étant une piste possible, ainsi, le cas échéant que sur la réglementation les encadrant et encadrant leur stockage.

D'une manière générale, il n'apparaît pas inutile de définir les modalités de stockage de grande ampleur et de définir des normes de sécurité plus élevées (répartition des stockages par typologie de matériaux, zones tampon...).



Communiqué de presse Métropole Rouen Normandie

Nous restons disponibles pour tout échange sur ces questions décisives pour notre territoire.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de notre haute considération. »

Contact presse

Perrine BINET

perrine.binet@metropole-rouen-normandie.fr

02 32 76 84 24 – 07 64 67 18 05